



Table citoyenne

dans le cadre des
Etats généraux de l'ESS en PACA

« Regrouper les acteurs de l'ESS dans un même lieu pour renforcer leurs actions »

Organisée par : REGAIN

Date & Lieu : 14 avril 2011

Nombre de participant-e-s : 10 (membres du COPIIL de la CCR)

Nom et contact du rapporteur : Myriam CARBONARE – mcarbonare@regain-hg.org

Définir des mots-clés : Regroupement d'acteurs – local partagé - économie responsable

Choix de l'entrée thématique (merci de cocher 2 cases maximum):

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Economie et Emploi | <input type="checkbox"/> Mobilité & Aménagement du Territoire |
| <input type="checkbox"/> Santé et Prévoyance | <input type="checkbox"/> Logement |
| <input type="checkbox"/> Consommation & Alimentation | <input type="checkbox"/> Autres |
| <input type="checkbox"/> Loisirs, Sports & Culture | |



CONTRIBUTION AUX CAHIERS D'ESPERANCES

Première Partie : Nous nous indignons

Notre indignation :

Alors que les enjeux autour d'une économie plus responsable sont aujourd'hui mieux relayés auprès du grand public, les acteurs pleinement engagés dans cette voie peinent à pérenniser leur modèle économique et à occuper cet espace qu'ils ont pourtant contribué à faire naître.

Limités dans leurs moyens, à Marseille comme ailleurs, les acteurs d'une économie responsable n'ont généralement pas accès à de bonnes conditions de logement : espaces trop petits, mal situés, mal isolés, mal équipés, avec des baux précaires...

Outre le fait que cette situation donne une image un peu misérabiliste de ce secteur pourtant très engagé dans l'innovation sociale, le mal logement des organisations de l'ESS n'est pas propice au développement de leurs activités, particulièrement pour ceux qui exercent une activité commerciale : l'offre est dispersée dans de petites boutiques peu attrayantes, elles-mêmes reléguées dans des rues peu passantes.

Ce manque de visibilité et de lisibilité a pour conséquence de brider le développement économique des structures porteuses d'une économie responsable d'une part, et de freiner le développement d'une conscience citoyenne sur ces questions d'autre part.

| |
|---|
| Nous nous indignons du mal logement des acteurs engagés pour une économie responsable ! |
|---|



CONTRIBUTION AUX CAHIERS D'ESPERANCES

Nous proposons la création d'une cité de la consommation responsable à Marseille

Présentation de l'initiative

La finalité de la Cité de la Consommation Responsable (2 000 m² à 3 000 m²) est de favoriser le développement économique des acteurs de la consommation responsable en améliorant la visibilité/lisibilité de ces démarches auprès du grand public et en stimulant la coopération entre acteurs. Ce projet a été initié en mars 2010 et la CCR devrait ouvrir ses portes courant 2013.

A Marseille, un certain nombre d'acteurs ont exprimé depuis plusieurs années le besoin de se regrouper 'physiquement' dans un lieu et de produire des effets de seuil permettant de:

- 1) **Rassembler de préférence dans un même lieu ou, à défaut, dans 2 lieux distincts :**
 - a. Un espace dédié au commerce responsable avec une offre significative dans tous les secteurs: alimentaire/restauration, mode, bien-être, univers de la maison, culture, finance et tourisme solidaires.
 - b. Un espace dédié à des bureaux mutualisés, pour les acteurs 'non commerciaux' de l'ESS, afin de favoriser les synergies et de renforcer leurs actions.
- 2) **Créer des emplois** et consolider des filières.
- 3) **Créer un lieu de vie pour sensibiliser aux démarches de consommation responsable**, favorisant la convivialité et les rencontres (restaurant bio, bar éthique, possibilité d'offre culturelle, expositions) y compris avec les structures professionnelles de l'ESS (point d'accueil info, salle de conférence).

Les acteurs

La coordination du projet est assurée par une association, **Regain**, spécialisée en gestion de projet collectif liés à l'habitat. Regain anime le processus de concertation, recherche le lieu d'implantation, organise le montage juridique et financier, trouve les partenaires, assure la communication, facilite le choix et l'organisation des résidents.

Un **Comité de Pilotage** de la CCR, composé d'une dizaine d'acteurs est l'instance légitime pour prendre les décisions. Au sein du COPIL, les structures suivantes sont présentes :

- Des têtes de réseau de l'ESS (APEAS, Inter-Made, CRESS Paca, Citoyens de la Terre/réseau Eveil, PCES)
- Des acteurs institutionnels et partenaires financiers (Région PACA, Fondation MACIF, CDC)
- Des acteurs économiques (Ethicomundo, Eco-Sapiens, Hom&Ter)

A ce jour, **45 organisations de l'ESS**, principalement de Marseille mais aussi d'autres régions (Lyon, Paris,

Caen...), se sont impliquées dans le processus de concertation du projet CCR, notamment à travers 5 groupes de travail (charte de la CCR, programme de contenu, préfiguration du montage juridique et financier, localisation, sélection des résidents, accompagnement des résidents...).

Enfin, *étic*, principal partenaire technique et financier du projet, organise la levée de fonds, acquerra le lieu et sera l'exploitant de Cité de la Consommation Responsable. *étic* est membre de la famille Ethical Property (UK) dont la vocation est de mettre l'immobilier au service de la société et de l'environnement en achetant et exploitant des centres d'affaires où sont hébergées des organisations qui vont dans le sens d'un progrès sociétal et environnemental.

Impacts de l'initiative

Les résultats attendus sont les suivants :

- Une trentaine d'acteurs de l'ESS est installée dans de bonnes conditions (commerces et bureaux) à un loyer accessible et mutualisent des locaux et des moyens.
- Le développement économique des acteurs commerciaux de la consommation responsable est facilité du fait d'une meilleure visibilité.
- Des pratiques concrètes de coopération économique entre acteurs sont expérimentées et font la preuve de leur efficacité.
- Les citoyens de l'agglomération marseillaise (4 millions) ont accès à une offre de consommation responsable variée et de qualité dans différents secteurs, qui respectent leurs valeurs et contribuent à un monde plus responsable et plus juste.

Ressources, financements et moyens utilisés

Les sources de financement du projet sont les suivantes :

- 1) Pour le financement du développement du projet : subventions de la Région PACA, la Fondation MACIF, la CDC, la Fondation Un Monde par Tous
- 2) Pour l'achat et la rénovation : *étic*, en association avec les investisseurs presentis suivants : MACIF, CDC...
- 3) Pour l'exploitation et la gestion de la CCR : *étic*

Historique, genèse et étapes clefs de l'initiative

L'initiative s'inscrit dans un processus et un calendrier de réalisation prévu en 3 temps :

1 – La phase 1 (2010) avait pour enjeu de réunir les conditions de faisabilité du projet : mobilisation des futurs résidents, des têtes de réseau de l'ESS et des partenaires institutionnels, étude des conditions de viabilité économique, recherche d'investisseurs, recherche d'une implantation favorable... Elle a permis de mettre en mouvement un processus de concertation rassemblant 45 acteurs et de formaliser le projet : charte, biens et services, dimensionnement et préfiguration du montage juridique et financier.

Etic partenaire technique et financier, s'est engagé à nos côtés et une implantation favorable est en cours d'étude.

2 – La phase 2 (2011) a pour objectif de mettre en place les éléments permettant la réalisation de la CCR : opérer le choix définitif des locaux, chiffrer les travaux à réaliser et le montant global de l'investissement nécessaire, finaliser le montage juridique et financier, ouvrir la réservation des espaces pour les résidents.

3 – La phase 3 (2012-2013), qui démarrera au moment où le lieu sera acquis, sera consacrée à l'installation dans les locaux et à la mise en place des conditions de démarrage de la CCR. Elle comprendra les travaux d'aménagement, l'accompagnement et le suivi de l'implantation des résidents au sein de la CCR, la mise en place des modalités de coopération économique entre acteurs et l'installation de la gouvernance.



CONTRIBUTION AUX CAHIERS D'ESPERANCES

Troisième Partie : nous développons

Cette initiative de CCR est née de la volonté d'apporter une réponse au 'mal logement' des acteurs engagés sur ce champ et de se regrouper pour 'faire levier' et passer un seuil.

Cette situation de mal logement des acteurs de l'ESS est vraie à Marseille, mais partout sur le territoire, avec des spécificités selon le milieu urbain ou rural.

La CCR pourra privilégier l'aspect 'bureaux' sur l'aspect 'commerces' ou inversement, pourra s'installer dans un espace bâti à rénover, ou construire un bâtiment ad hoc...

Ce qui est reproductible, c'est la démarche, la méthodologie : partir d'un besoin, construire et animer un processus de concertation, identifier un lieu, construire les partenariats techniques et financiers en s'adaptant au contexte local.

Conditions et facteurs de développement

- 1) L'identification claire du besoin par les futurs utilisateurs du lieu et le choix d'un porteur du projet légitime auprès des futurs résidents, permettant d'assurer une cohérence de la démarche vis-à-vis des partenaires du projet.**

Le projet de CCR ne répondait pas à une commande publique mais a une demande des acteurs. L'initiative est clairement partie de la société civile. Cette demande 'latente' a été reprise et formalisée par l'un de ses acteurs, l'association Regain, qui a pris l'initiative de porter le développement de ce projet.

Pour le développement du projet de CCR à Marseille, la constitution d'une équipe en binôme au sein de Regain est stimulante et efficace.

- 2) Une méthodologie adaptée qui associe les parties prenantes, sans être 'chronophage'**
A Marseille, la démarche est ouverte et participative, s'appuyant sur la participation des acteurs, eux-mêmes. Pour autant, nous n'avons pas consacré plus de deux réunions par groupe de travail, et 2 heures par réunion, chacune d'entre elles répondant à un ordre du jour précis et ayant été préparée en amont par le coordinateur du projet. Un groupe de travail n'est pas un moment de production de contenu à plusieurs, mais un temps d'orientation, d'enrichissement et de prise de décision autour d'enjeux préalablement clairement identifiés.
- 3) Le réalisme du montage juridique et financier et le partenariat avec des professionnels**
Dès la première phase du projet, les grands équilibres économiques ont été posés, notamment la modélisation permettant de faire le lien entre 3 paramètres déterminants : le coût total de l'investissement, les surfaces louables et le prix du loyer, permettant d'ancrer le projet dans une réalité économique et de se situer par rapport au prix du marché. Un plan de financement et un

compte de résultat prévisionnel ont ainsi permis de poser puis de faire évoluer les hypothèses de départ, permettant au projet d'évoluer sans jamais perdre de vue sa dimension économique. Dans un second temps, le projet de CCR s'est appuyé sur le partenariat avec *étic*, qui coordonne la levée de fonds et qui assurera l'exploitation de la CCR. La présence de cet acteur est déterminante pour garantir le professionnalisme et pour réunir les financements nécessaires à l'investissement dans le projet.

4) La 'juste' implication des collectivités locales dans la démarche

Un équilibre a été trouvé dans le positionnement des collectivités locales (à commencer par la Région PACA), qui ont permis la réalisation du projet en contribuant au financement de sa phase de développement (impliquant une vraie prise de risque) sans pour autant se positionner en 'commanditaire' de la démarche. Ce positionnement a permis aux acteurs économiques de s'approprier plus facilement le projet et a facilité une gestion de projet très ouverte laissant la place à la construction de partenariats parfois inattendus : cf piste avec mk2, notamment.

5) Et être persévérant !

Ce type de projet demande nécessairement plusieurs années pour se réaliser. Il faut s'attendre à un travail de longue haleine et s'organiser en conséquence, en phasant la période de développement. L'enjeu de la première phase est notamment de 'faire prendre la mayonnaise' et de construire la légitimité nécessaire ainsi que les partenariats stratégiques qui permettront au projet de se déployer progressivement jusqu'à son achèvement. Une fois la dynamique engagée et la confiance créée, le financement de cette phase de développement est grandement facilité.

Démontrer en quoi (ou comment) le changement d'échelle est possible

Cette initiative répond en soit à un objectif de changement d'échelle pour les acteurs de l'ESS.

Elle peut être reproduite sur d'autres territoires à travers la France (et l'Europe), que ce soit en milieu urbain ou en milieu rural. Regain met à disposition sur le site www.ccr-marseille.fr tous ses documents de travail détaillant sa méthodologie.

Par ailleurs, *étic* est ouvert au développement d'autres centres de ce type, comme cela est en train de se faire à Paris et à Lyon.

Comment sensibiliser d'autres acteurs

Créer des centres de regroupement d'acteurs de l'ESS permet de créer de la visibilité, et l'exemplarité des démarches doit contribuer à la sensibilisation d'autres acteurs.

Message à ceux qui font l'ESS (*salariés, bénévoles, sociétaires, coopérants, entrepreneurs*)

Le regroupement de structures autour d'un même lieu peut permettre un changement d'échelle, une meilleure visibilité de cette *autre économie* auprès du grand public, ce qui contribuera à l'évolution du modèle économique des structures de l'ESS : d'une économie subventionnée, les petits acteurs de l'ESS peuvent développer un modèle économique basé sur l'accroissement de leurs volumes de vente. Guidée par une logique d'association sans perte d'indépendance, cette croissance économique, génératrice de nouveaux emplois, peut se faire sans que cela n'aboutisse à une concentration économique et à une centralisation du pouvoir.

Message à l'opinion *(les citoyens susceptibles d'investir l'ESS en tant que salariés, administrateurs, bénévoles; les médias)*

Participer à une économie responsable c'est possible, par des gestes simples au quotidien, à travers une consommation qui peut même générer du plaisir : celui de savoir que tous les acteurs sont respectés dans la filière, du producteur au consommateur.

Message aux décideurs *(pour qui les valeurs ajoutées de l'ESS sont difficilement visibles)*

L'économie sociale et solidaire est une économie responsable, tournée vers l'avenir, créatrice de richesses locales (en biens de qualité, en emplois, en liens sociaux). En remettant l'être humain au cœur des échanges dans une perspective de coopération, elle est un facteur de paix.

Trop souvent encore associée à une vision misérabiliste car elle ne correspond pas aux critères du modèle néolibéral, elle se développe dans un environnement peu favorable, malgré ses résultats positifs.

En soutenant des projets de regroupement d'acteurs à forte valeur ajoutée sociétale vous contribuez au renforcement de ces acteurs et participez à un monde plus juste et cela est important pour nous tous.

Par ailleurs, ces projets d'installation collective peuvent également s'intégrer dans des politiques urbaines de redynamisation de quartiers, par la capacité d'attraction vis-à-vis du grand public qu'elles peuvent générer.